

[...]

Commençons par ce qui est de l'image de marque. On commence à penser que, en définitive, des ensembles régionaux gagnent plus par leur image de marque que par les atouts particuliers, si réels qu'ils soient, qu'ils peuvent avoir. Il n'y a pas nécessairement en ces matières une parfaite rationalité. Dans cette image de marque, une université connue est un facteur fort de réputation.

Par exemple, 200 experts internationaux viennent d'être consultés sur l'internationalité des villes. On les a interrogés sur ce qui faisait l'internationalité d'une ville dans le domaine de la formation et de la recherche. Et ces experts disent : « Dans le domaine de l'enseignement ou de la formation et de la recherche, il y a des éléments décisifs, des éléments très importants et des éléments importants ».

Qu'est-ce qui est décisif ? C'est de posséder des universités connues dans les domaines scientifique et technique. Décisif aussi, détail intéressant, c'est qu'au standard téléphonique des universités et des grandes écoles, au moins une personne parle plusieurs langues.

Ce qui est très important ? Des centres de recherche dont les résultats soient connus et appréciés au niveau mondial. Des établissements d'enseignement promouvant les échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs avec des établissements étrangers.

Ce qui est important ? Des centres de recherche concernant les aspects socio-culturels, économiques, politiques des pays étrangers, des sociétés de réputation internationale publiant des livres et des revues scientifiques, des résidences internationales pour chercheurs et universitaires étrangers et enfin des universités connues dans le domaine des sciences humaines. Ce dernier point n'est pas décisif, il est important. Je ne suis pas sûr que notre civilisation ait raison sur ce point, mais c'est un autre débat.

Ces deux cents chercheurs internationaux ont défini une liste de villes selon le critère de l'internationalité. Dans la liste, il y a deux villes belges. Bruxelles est dans les villes internationales pour plus de 60 % des experts. Et Liège y est. Mais elle est dans les villes non internationales pour plus de 50 % des experts. C'est un élément qu'il convient de méditer. Mais, rassurez-vous ! Dans la même catégorie que Liège, il y a Toulouse, Oslo, Grenoble, Berne et Dublin, par exemple.

Donc, ce qui est clair, c'est que, de plus en plus, l'Université et son excellence est capitale pour l'image de marque d'une région. Elle est aussi très importante en raison des réseaux qu'elle tisse, je me permets d'insister sur ce point. Pourquoi, par exemple, toutes les régions rurales ne se développent-elles pas ? Pourquoi deux villes possédant les mêmes atouts ne connaissent-elles pas la même évolution ? Réponse : pour comprendre le fonctionnement des territoires, pour rendre compte des croissances ou des déclins, il faut s'intéresser aux réseaux de relations, à leur mise en place et à leur développement. Il existe deux grands types de réseaux : les réseaux institutionnels d'une part, les réseaux de relations personnelles et informelles d'autre part, les uns et les autres étant essentiels. Or, on le sait, il est par définition dans la nature d'une Université d'être génératrice de réseaux nationaux et internationaux. Grâce aux étudiants, surtout étrangers, aux échanges, aux chercheurs, aux enseignants invités, aux congrès, aux conventions, aux associations d'étudiants, etc.

[...]

Une Université est donc potentiellement, un facteur essentiel du développement économique et général d'une région. Je voulais le rappeler et nous devons nous interroger, nous Université, sur la manière dont nous remplissons cette mission.

Mais il y a aussi l'inverse. Pour que l'Université se porte bien, il faut idéalement autour d'elle une région forte et dynamique et, en tout cas, une région solidaire de son Université. L'Université et son développement dépendent du dynamisme de la population – dans le domaine démographique – des entreprises, des services publics, de la réputation de la ville et de sa région. Dès lors l'Université, si elle doit admettre qu'on lui demande comment elle remplit son rôle, est intéressée par les autres problèmes régionaux, parce qu'elle dépend aussi de leurs solutions. Des problèmes tels que le TGV, le développement de l'aéroport, du port, des parcs scientifiques ou technologiques, des pépinières d'entreprises, du business-centre de Wallonie, de l'Opéra, de l'Orchestre, des musées, de l'environnement, de la sécurité urbaine, des programmes de santé publique, des nouveaux investissements à Liège, de l'avenir de l'Eurégio et du sort de Bruxelles comme capitale européenne, ne sont évidemment pas des problèmes indifférents pour l'Université. Le résumé des résumés, c'est qu'il n'y a pas de région internationale, d'Euro-cité, sans une Euro-université (au sens d'une université à rayonnement international), et qu'à l'inverse, il n'y a pas d'Euro-université sans une cité rayonnante qui la soutient. Nos sorts semblent donc bien inéluctablement liés.

Il en ressort que l'Université de Liège doit sans cesse s'interroger sur la manière dont elle remplit ses devoirs vis-à-vis de sa région, mais que le pays de Liège doit faire de même pour son Université. Si tout le monde est bien convaincu de cela, ce dont je ne suis pas sûr, il est normal que, périodiquement, l'information soit donnée aux Liégeois sur l'état de l'Université. Et qu'à l'inverse, l'Université demande aux Liégeois de lui parler de leurs problèmes.

[...]

Je voudrais maintenant vous dire quelques-unes de mes inquiétudes.

La première, la plus immédiate, est liée à la communautarisation de l'enseignement : cette question n'est pas spécifique à Liège. Il est évident que la Communauté française est en difficulté, il est évident que, si rien ne change, sa pauvreté va s'accroître puisque les critères retenus dans les lois vont s'appliquer peu à peu et jouer en notre défaveur. Et ce qui m'inquiète encore plus, c'est la guerre des niveaux d'enseignement dans l'enveloppe fermée. Je vous en donne un signe révélateur.

Après la longue grève de l'enseignement, que vous avez tous vécue, il y a eu finalement un accord et on a donné aux enseignants deux avantages, enfin deux promesses.

1. Qu'ils auraient tous, à partir du 1<sup>er</sup> avril de cette année, donc nous y sommes, 2000 F de plus par mois.
2. Qu'en octobre 1992, deuxième cadeau, ils seraient tous revalorisés de 4 %. Et savez-vous ce que le texte dit dans les deux cas ? « Sauf dans l'enseignement universitaire ». C'est un signe qui ne trompe pas. En clair, les négociateurs (nous, on ne faisait pas grève, peut-être une immense erreur stratégique) ont exigé ou que nous soyons exclus ou, en tout cas, l'ont accepté. Ceci ne repose sur rien d'objectif. Les gens de l'Université ne sont ni mieux ni moins bien payés que les autres. Certes on exhibe toujours le collègue éminent qui se fait une fortune sur le côté. Vous connaissez cette légende. D'abord, ça n'existe presque pas, malheureusement pour nous. D'autre part, je ne vois pas pourquoi un homme de talent qui serait à l'Université gagnerait moins sa vie qu'un homme de talent qui est ailleurs. Enfin, rassurez-vous, les règlements sur les cumuls et le fisc sont là pour empêcher les dérives.

Cette discrimination est un signe d'hostilité qui repose, je crois qu'il n'y a pas moyen de le dire autrement, sur une mentalité arriérée qui consiste à jalouser sans rationalité et sans justification objective les universitaires. Nous avons résisté car ça aurait abouti, par exemple, à ce que les chercheurs du FNRS et nos assistants gagnent moins qu'un licencié dans l'enseignement secondaire. Ça veut dire que nos femmes d'ouvrage auraient moins gagné que les femmes d'ouvrage d'un athénée. J'appelle ça du racisme anti-universitaire.

Deuxième sujet de préoccupation : la politique universitaire belge, en général, et plus spécialement francophone, maintenant que nous voilà séparés des Flamands. Quand on se demande, en regardant en arrière, quelle est la politique universitaire

de la Belgique depuis 20-25 ans, la première tentation de réponse est qu'il n'y en a pas. Je veux dire par là que le régime laisse fonctionner les universités, prend des mesures budgétaires et laisse jouer la loi de financement, mais ne prend pas de mesures : restructuration, changement de programme, ouverture de nouvelles orientations, rationalisation. C'est une chose dont on ne parle pas. Mais quand on y regarde de plus près, en fait, si, il y a une politique. Cette politique a vraiment commencé, me semble-t-il, en 1953, elle s'est poursuivie avec la loi de financement de 71 et avec la fin de nos avantages en 83. C'est qu'en fait, dans notre pays, et c'est un peu embêtant pour les Liégeois, qui n'ont qu'une Université et à qui on n'en donnera pas une autre, la majorité des universités sont des universités libres. Ne croyez pas que je vais commencer à dire du mal de ces Universités ; je les estime beaucoup. Mais qu'est-ce qui se passe ? C'est que ces universités majoritaires ont été soutenues, ce qui était compréhensible, par des forces politiques considérables. Et donc, la politique universitaire belge, depuis plus de vingt ans, la seule, c'est de mettre les universités publiques et les universités libres sur le même plan. En fait, il n'y a eu que ça. Je ne blâme pas cela, je ne discute pas. L'ennui, c'est que pour Liège, qui était du bon côté du manche, ça l'a fait passer du mauvais côté. Et donc, elle a dû s'adapter. Sa crise budgétaire est venue de là. Mais elle n'a pas encore toute la liberté – et je vais y revenir dans un instant – pour vraiment s'adapter. Ce sera mon troisième sujet d'inquiétude, mais je crois que la politique générale, le « sens de l'histoire », ne nous est pas favorable.

Il y a une troisième raison d'inquiétude : c'est la concurrence qui va se créer en Europe, qui risque en tout cas de se créer en Europe, un enseignement universitaire à caractère beaucoup plus privé que celui auquel nous sommes habitués. C'est quelque chose qu'on voit germer, naître et se créer un peu partout. Je donne quelques exemples : une des meilleures écoles de management d'Europe est l'INSERD à Fontainebleau, c'est une institution privée. Et avoir enseigné à l'INSCAD devient un titre académique envié dans les universités ordinaires. En Grèce, où l'Université ne semble pas aller très bien – nous avons des contacts nombreux avec eux – toute une catégorie de la population laisse tomber les universités, appelons les « normales », et crée des universités « sérieuses ». Au prix fort, bien entendu. Autre exemple, le centre de formation IBM à Bruxelles n'est rien d'autre qu'une université. Et dernier exemple connu de moi, les Japonais parlent d'ouvrir une université à Maastricht, l'année prochaine : médecine et économie. On leur a ouvert les bras et elle sera accessible, dans un premier temps, aux Japonais et aux Américains, à personne d'autre, et au prix fort. Si cela se fait, je ne donne pas longtemps pour que des Belges qui en ont les moyens se battent pour y aller.

Donc, un des grands défis, après l'argent, après notre situation en Belgique par rapport aux lois, va être le problème de la concurrence européenne de certains types d'universités. Qui gagnera ? Je n'en sais rien.

Et enfin, pour ce qui concerne Liège, constatons qu'une université, jamais dans l'Histoire, n'a existé par elle-même. Elle a toujours été voulue, soutenue, créée. Par qui ? Par des princes, par des communautés, par des villes, par des religieux, par des États. Il y a toujours eu quelqu'un derrière elles. Nous, Liégeois, nous avons été voulus par les pouvoirs publics, et je sais que je reviens ici à une de mes marottes. Ce qui est vital pour une université, c'est d'avoir un pouvoir organisateur fort et qui ait cette université dans les tripes, qui la veuille à tout prix. Alors, je m'interroge constamment, et je le fais encore une fois aujourd'hui, sur la force, la volonté politique qui soutient notre Université.

Ce n'est évidemment plus l'État belge, ça va de soi ; c'est en principe la Communauté française. Quand je regarde le soutien de cette Communauté française, je lui trouve quelques défauts, indépendamment de sa pauvreté. Pour nous, comme pour les autres, elle est un guichet. Mais, le propre d'un bon pouvoir organisateur c'est d'être inconditionnel de son Université et rien que de celle-là, c'est de la préférer ; dans un Conseil d'administration d'une université libre, vous ne verrez jamais personne d'indifférent à cette Université. Ce serait monstrueux. Si vous n'êtes pas un inconditionnel, vous n'y êtes pas. Et d'autre part, chaque fois que vous avez une générosité, un geste pour cette Université que vous préférez, tout le monde est ravi, vous félicite et vous applaudit.

Je regarde mon pouvoir organisateur, la Communauté française. Incarné par le Parlement et plus précisément par la Commission de l'Enseignement, c'est-à-dire

par ceux qui s'occuperaient prioritairement de nos problèmes si l'on s'en occupait, par ceux qui sont là pour être mon pouvoir organisateur. Et je regarde cette commission. Qu'est-ce que j'y trouve ? Admettons qu'ils soient 20, peu importe. J'y trouve peut-être, si j'ai de la chance, 4 inconditionnels de Liège. Mais j'y trouve aussi certainement au moins 3 ou 4 inconditionnels de Louvain, 3 ou 4 inconditionnels de Bruxelles, plus quelques inconditionnels d'autres institutions universitaires. Bref, pour la majorité de mon pouvoir organisateur, je ne suis pas la préférée, ce qui me distingue très fort des autres pouvoirs organisateurs. Et d'une.

Deux. Si mon pouvoir organisateur se dit : « Mon université a tout de même un vrai problème ; je vais lui donner de l'argent ». Il ne peut pas. Au lieu de le féliciter, comme on le ferait ailleurs, on lui tape immédiatement sur les doigts au nom de la Constitution qui met toutes les universités à égalité. Donc, il est faiblard et impuissant. J'ai dit un jour à Madame Spaak, la présidente de notre Parlement : « Vous êtes peut-être une bonne distributrice, mais vous n'êtes pas une bonne mère ». Elle ne l'a jamais oublié et elle me le rappelle souvent.

Ne parlons pas des ministres qui, selon les cas, selon leur parti ou leur origine régionale, vont du meilleur au pire.

Sur qui cette Université peut-elle vraiment compter ? Je ne vois que deux forces : sur elle-même et sur le pays de Liège. Après ça...

Compter sur nous-mêmes, d'abord. Ce n'est pas si simple. Je crois qu'il faudrait à cette Université une année sabbatique complète pour qu'elle médite sur elle-même. Pourquoi n'est-ce pas si simple ? Beaucoup de gens n'admettent pas que les pouvoirs publics aient abandonné leurs universités, ne le leur pardonneront jamais et refusent de se faire complices de ce renoncement. Beaucoup de gens aussi sont venus dans ce type d'université pour ne pas avoir les problèmes qu'on a dans les autres, notamment en matière d'opinion, qui y sont venus par goût du pluralisme. Il y a enfin beaucoup de gens qui ne savent rien de tout ceci et qui n'ont rien compris. Tout ça fait beaucoup de monde. Donc, ne croyez pas que ce soit si simple à expliquer. Certes la prise de conscience est en croissance mais elle n'est pas complète et il faut encore passer de la lucidité aux actes.

L'autre support, c'est le Pays de Liège. Mais d'abord, tout le monde n'a pas encore compris : beaucoup de Liégeois croient encore que cette Université est là par la grâce de Dieu, qu'elle y sera toujours, qu'il ne peut rien lui arriver, etc. La prise de conscience de la vraie situation n'a pas été faite. Le Pays de Liège non plus n'a pas d'argent. Mais ça ne me paraît peut-être pas le plus grave. Ce qui est important pour moi, c'est qu'il soit unanime derrière cette Université. Et c'est difficile aussi parce que autant une Université branchée sur une idéologie fait plus facilement l'unanimité, autant une Université de type pluraliste est plus normalement un lieu de débat, avec les désaccords que cela entraîne. C'est dans sa nature et c'est bon, mais c'est plus difficile à gérer.

Donc ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile pour nous, ce n'est pas facile pour le milieu qui nous entoure.

Mais nos sorts sont liés, nous avons les mêmes ambitions et la même stratégie pour la région et nous savons que nous n'y arriverons pas les uns sans les autres.

J'en termine, Monsieur le Président. J'en ai dit assez puisque c'est du 175<sup>e</sup> anniversaire de l'Université de Liège que vous vouliez que je vous parle. C'est fait ! C'est vous dire que ce 175<sup>e</sup> ne sera en rien somptuaire (on ne nous le pardonnerait pas et nous ne nous le pardonnerions pas à nous-mêmes), qu'il n'aura rien d'une célébration mais que ce sera plutôt l'occasion, je l'espère, d'un programme et d'une stratégie, et qu'il sera tourné vers ceux, tous ceux dont je vous ai parlé : vers les étudiants, vers toutes les forces de cette région et de ce pays, vers l'Euregio, vers l'Europe, vers la Francophonie.

Nous essayerons d'avancer et de rendre encore, et vous pouvez beaucoup nous y aider, l'Université de Liège plus populaire. Car c'est ça le problème. Et intelligemment populaire. C'est l'appel que je vous lance ce soir. J'espère que le Grand Liège l'entendra et y répondra !

### Présentation des Docteurs *honoris causa*

La tradition assigne deux missions premières aux universités : la recherche et l'enseignement. Le second, pour être universitaire, ne peut que se fonder sur la première.

Plus récemment, une troisième tâche leur a été assignée : rendre des services à la Communauté, c'est-à-dire mettre leur expérience à la disposition de tous ceux qui en ont besoin. Cette mission était du reste déjà remplie sans qu'il en fût question dans les textes. On peut en prendre pour exemples l'exercice de la médecine ou la collaboration entre les écoles d'ingénieurs et l'industrie.

Cette mission s'est aujourd'hui considérablement diversifiée. Une université qui s'y soustrairait commettrait à la fois une erreur et une faute auxquelles elle ne survivrait pas. Ainsi, les universités se sont ouvertes largement au monde extérieur, ont noué avec celui-ci de nombreux réseaux de relations, et des hommes de divers milieux se sont ainsi mieux connus et mieux appréciés. Dans notre région, les relations de l'Université de Liège avec le monde industriel sont traditionnelles. Elles ne cessent de s'amplifier et l'Université ambitionne d'être un facteur positif du développement économique. Elle le déclare haut et fort et s'y emploie de son mieux. Elle a donc de l'estime pour les hommes qui s'illustrent dans ce développement.

Un autre caractère des universités, c'est d'être internationales, pour la simple raison que la recherche scientifique et la connaissance n'ont pas de frontières. C'est dire que chaque élargissement, chaque frontière qui s'efface, chaque mur qui tombe, tout ce qui fait se rapprocher les hommes, répond à la vocation universitaire. C'est dire aussi que les universités d'Europe aspirent à la réalisation des objectifs de ceux qui œuvrent à la construction européenne. Là aussi, des hommes se distinguent et rendent d'éminents services. Ils méritent l'hommage et la reconnaissance des universités.

Enfin, tous ces efforts positifs, qu'ils soient économiques ou politiques, ne trouvent une signification profonde que s'ils permettent d'atteindre des objectifs où l'homme trouve son compte, que si le monde et la vie des hommes y gagnent en bonheur, que si le malheur recule. La recherche scientifique, l'activité économique, la politique n'ont de sens que si elles luttent pour des valeurs positives chevillées au cœur de tous les hommes. J'y reviendrai dans mon allocution finale sur l'Université.

Des hommes exemplaires incarnent ces valeurs et ces combats, mais il y a aussi, et de plus en plus, des groupes d'hommes qui se mobilisent, forment des associations internationales et, ainsi, démultiplient leurs forces positives.

L'Université doit aussi leur rendre hommage.

Ce qui précède explique pourquoi l'Université de Liège a voulu honorer, aujourd'hui, deux hommes et trois associations qui répondent de façon exemplaire à ses missions et à ses idéaux.

Vous les présenter serait inutile : leur notoriété, amplement méritée, les a précédés ici.

Je les prie donc de recevoir les insignes qui leur expriment l'estime et l'admiration de l'Université de Liège, dont ils sont désormais officiellement des Docteurs, puisque le mot ne veut rien dire d'autre que « reconnu capable d'enseigner à l'Université ». C'est bien cela : vous nous donnez des leçons tous les jours.

*Monsieur le Représentant d'Amnesty International,*

À travers vous, Monsieur, je rends hommage à une des premières grandes consciences qui couvrent la planète et qui commencent à la diriger.